

## **Le discours de L'honorable Karim KEITA lors de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement**

**Mr le Président de l'Assemblée Nationale,**

**Mr Le Premier ministre,**

**Chers Collègues députés,**

**Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement**

Nous félicitons le Président de la république et son gouvernement pour la signature de l'accord de Paix du 15 Mai dernier .C'est un évènement historique à plus d'un titre, car pour la première fois, un tel accord implique non seulement la communauté internationale mais surtout ce sont toutes les composantes politiques, militaires, sociales et religieuses de notre pays qui ont été impliquées dans son élaboration. C'est le lieu de rendre un hommage à l'Algérie, pays médiateur, pour ses efforts inlassables, ainsi que la communauté internationale à travers notamment la CEDEAO, les Nations Unies, l'Union Européenne et l'Union Africaine.

**Mr le Premier ministre,**

Votre présente Déclaration de Politique Générale hiérarchise les besoins en mettant la primauté sur la sécurité des personnes et la protection de leur bien dans un environnement de paix.

Cependant, comme vous le mentionnez dans votre déclaration, en évoquant la mise en œuvre de l'accord, les étapes à venir seront cruciales pour la consolidation de la paix, notamment, avec le concours des forces de défense et de sécurité requinquées par une loi d'orientation et programmation militaire communément appelée LOPM.

Cette loi, la première de notre histoire à être voté par un parlement, consolide non seulement notre jeune démocratie, mais surtout réconcilie l'armée avec les civiles.

Son élaboration prend en compte des menaces tel que le terrorisme, le narco trafic et le crime organisé. Ce qui suppose donc une toute nouvelle architecture sécuritaire ne se limitant pas qu'aux aspects strictement militaires. Nous attendons donc de la Reforme du Secteur de la Sécurité, qu'elle soit complément de la L.O.P.M.

Par conséquent, le concept de défense globale laissera peu a peu la place au concept de sécurité nationale, prenant en compte une multitude de menaces et risques susceptibles de porter atteinte à la vie de notre nation comme ce fut le cas pendant la crise « EBOLA ». A cet égard, qu'il me soit permis de féliciter non seulement l'ensemble du département ministériel, en charge de la santé, mais aussi les forces de sécurité qui ont aidé à l'éradication de la maladie à virus « EBOLA ».

**Mr le Premier ministre,**

Nous encourageons la réflexion sur la recherche de financement de la LOPM. Nous embrassons tous le souvenir d'une armée autrefois puissante, respectée et bien équipée .Cette armée d'antan fut le fruit d'un partenariat avec l'URSS, dans un contexte de guerre froide dont nous avons su tirer profit, notamment en nous dotant de vecteur aériens tels les avions de chasse mais surtout de bases aériennes tels que la base 101 de Sénou qui était d'une importance stratégique pour les ponts aériens Cubains et Soviétiques destinés à nos frères Angolais du MPLA ,alors en pleine lutte de libération.

Par conséquent au delà du financement, la recherche de partenariat stratégique devrait être envisagé avec des partenaires du Mali tels que la France avec qui depuis l'opération « SERVAL », nous avons désormais lié un pacte de sang .

Nous, les députés, aurons d'ailleurs à la fin de ce mois de Juin en plein Ramadan a voté la ratification d'un traité de coopération en matière de défense avec la République

Française. A la différence des accords de défense qui tendent à confier la sécurité d'un pays à un autre et à autoriser l'intervention directe d'une armée étrangère, ce traité instituera une coopération dans les domaines tels que les échanges de vues et d'informations ; l'organisation, l'équipement et l'entraînement des forces ; l'organisation de transits, de stationnements temporaires, d'escales aériennes ; du conseil aux forces ; de la formation des membres du personnel malien, etc.

En somme, il vise à renforcer les capacités opérationnelles des forces Maliennes.

Permettez-moi aussi de saluer les Etats-Unis d'Amérique et son président Barack Obama pour son initiative pour la gouvernance et la sécurité dont le Mali sera un des bénéficiaires Inch Allah.

**Mr, le Premier ministre,**

A l'avenir nos forces armées et de sécurité devront avoir leur propre centre d'études stratégiques, qui sera un « Think-tank » et certainement celui de référence au niveau national qui s'adressera prioritairement aux décideurs politiques et économiques ainsi qu'aux milieux académiques.

Ce centre d'études stratégiques se voudra un institut pluridisciplinaire de recherches et de débats, consacré aux questions internationales et de gouvernance mondiale, qui aura pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux, par l'analyse et la prévision des grands enjeux pouvant avoir une incidence directe ou indirecte sur notre pays ou notre sous région.

L'armée de demain devra prévoir ;

L'armée de demain devra anticiper ;

L'armée de demain devra orienter le pouvoir politique ;

L'armée de demain devra séduire la jeunesse de notre pays ;

L'armée de demain devra être une des matières grises du développement de notre pays.

Car l'armée est et reste la colonne vertébrale de l'Etat... !!!

Le but **Mr le Premier ministre** est de mieux diagnostiquer les agendas extérieurs aux sombres contours, qui ciblent notre nation, afin de prodiguer la meilleure prévention voir le traitement adéquat. Nous sommes donc condamnés à mieux connaître les ressources minières et énergétiques que regorgent notre sous-sol et surtout définir une politique étrangère produisant des partenariats stratégiques.

**Mr le Premier ministre,**

Je ne saurai conclure sans évoquer notre chère capitale, Bamako. En effet Bamako la coquette laisse peu à peu la place à Bamako, la ville kiosque. Autant dans certaines contrées de notre pays nous devons faire face à l'avancée du désert, autant à Bamako, nous devons stopper l'avancée du marché. Les commerces, les petits détaillants, les kiosques auront bientôt fini d'occuper tous les espaces publiques, à tels point que les trottoirs n'existent plus dans notre capitale. Cet accaparement illégal de l'espace publique a des conséquences sécuritaires comme ce fut le cas l'an passé avec les incendies du grand marché, celui de Médine et enfin celui du marché à colas. A cet effet, je tiens à saluer les pompiers de la protection civile qui, malgré leur bravoure et leur détermination, n'ont pu qu'assister impuissants au ravage du feu tant l'accès à certains sites était obstrué par des kiosques.

**Mr le Premier ministre,**

La Commission Défense, Sécurité et Protection Civile lors du vote de la Loi d'orientation et de Programmation militaire avait par ma voix interpellé le ministre de la défense, l'ensemble des chefs militaires et les hommes du rang quant à leur devoir débiteur envers le peuple malien, une fois ladite loi votée.

Ce devoir, M. le Premier ministre, est de refaire vibrer de confiance nos cœurs car nous, le peuple, ne faisons plus que murmurer cette partie de notre hymne qui dit « Debout sur les remparts, nous sommes résolus de mourir ».

En effet les derniers évènements survenus à Léré et Diré dissipent peu à peu le doute que nous avions.

Désormais, nos cœurs à l'unisson vibrent à nouveau de confiance...!!!